

Unité Départementale de l'Isère  
Pôle Territorial - subdivision T5

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS PHOTOWEB**

1, rue des platanes  
Vence Ecoparc  
38120 Saint-Égrève

Références : 2023-Is104T5  
Code AIOT : 0006112458

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement SAS PHOTOWEB implanté 1, rue des platanes Vence Ecoparc 38120 Saint-Égrève. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le service de l'Inspection a effectué une visite sur le site de Photoweb le 22 novembre 2022. Celle-ci a donné suite à la notification d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023. La visite du 05 décembre 2023 a pour but de constater si le non-respect des prescriptions perdure ou si les non-conformités sont levées pour l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PHOTOWEB
- 1, rue des platanes Vence Ecoparc 38120 Saint-Égrève
- Code AIOT : 0006112458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Photoweb exerce depuis 1999 une activité de développement photographique de fichiers numériques. En avril 2014, elle a transféré l'ensemble de son activité (anciennement basée à FONTAINE) sur la commune de SAINT-EGREVE.

L'arrêté préfectoral n°2014-076-0036 du 17 mars 2014 rappelle les activités autorisées et fixe les conditions d'exploitation (voir en annexe la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, point lors de l'inspection de 2022).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de l'inspection de 2022 : rétention des pollutions, consommation d'eau, rejets COV, rejets eaux industrielles et eaux usées, nuisances sonores, sécurité incendie, produits dangereux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Rejet de COV issus de chacune des vernisseuses (flux horaire de COV )   | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 1 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 6 mois                |
| 3  | Plan de gestion de solvants                                             | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 3-2-3         | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 6 mois                |
| 4  | Quantité autorisée pour la consommation d'eau (nappe et eau de ville)   | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 2 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 6 mois                |
| 6  | Respect des caractéristiques des effluents rejetés au milieu            | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 4 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 7  | Respect des caractéristiques des rejets issu de l'évaporateur sous vide | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 4.3.7         | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 6 mois                |
| 9  | Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu             | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 5 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 12 mois               |
| 11 | Débits des poteaux incendie                                             | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 6 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                                       | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Mise à jour du classement du site rubrique ICPE        | Code de l'environnement , Article R181-46 (II)                | Sans objet        |
| 5  | Données relatives au pompage et au rejet dans la nappe | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 3       | Sans objet        |
| 8  | Plan et état des stocks de produits dangereux          | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 71.2                | Sans objet        |
| 10 | Contrôle des installations électriques                 | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 7.3.1               | Sans objet        |
| 12 | Moyens de lutte contre l'incendie                      | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 7-2-5 alinéa 6 et 7 | Sans objet        |
| 13 | Retention et confinement lors d'un sinistre            | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 74.1.III            | Sans objet        |
| 14 | Consigne de dépotage                                   | AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 7       | Sans objet        |
| 15 | Auto surveillance des niveaux sonores                  | Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 8.2.5.1             | Sans objet        |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La société PHOTOWEB a mis en place un plan d'actions depuis la dernière visite d'inspection permettant de lever certaines non-conformités (mise en demeure de 2022 et lettre de suite préfectorale de 2022).

Le rapport d'inspection vaut levée de la mise en demeure des alinéas 3, 4 et 7 de l'article n°1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 .

Les alinéas 1, 2, 5 et 6 de l'article n°1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 ne sont pas levés. L'absence de retour à une situation conforme fera l'objet d'une proposition d'astreinte journalière selon les modalités fixées dans le rapport d'inspection ci-joint.

Néanmoins, l'Inspection encourage la société PHOTOWEB suite aux efforts réalisés, dont le but est de permettre de résorber les non-conformités notamment sur la consommation en eau, sur ses rejets aqueux et en COV.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du classement du site rubrique ICPE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2000, article Article R181-46 (II)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.<br><br>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifier si les activités du site de Saint-Egrève étaient soumises à la rubrique 1978 (solvants organiques) et le cas échéant en faire la déclaration au service de l'inspection.</li><li>- de présenter un porter à connaissance de l'extension de l'activité de traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique si les dépassements sont amenés à être renouvelés (rubrique 2950- 2a Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique) avec les impacts sur les rejets d'eau (le contrôle inopiné eau de 2020 a relevé des non-conformités), et sur les rejets de COV des évaporateurs.</li></ul><br>Le 05/12/2023, la société Photoweb présente un document concernant une analyse des activités du site vis-à-vis des rubriques n°1978 (solvants organiques) et n° 2950 (traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique) : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour la rubrique n° 1978 (solvants organiques), l'exploitant déclare que la consommation annuelle est inférieure aux seuils mentionnés dans la nomenclature des installations classées ;</li><li>- pour la rubrique n° 2950 (traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique), l'exploitant déclare qu'il n'y a pas d'augmentation de la surface traitée annuellement et ne mentionne pas'il y a un impact sur les rejets d'eau et les rejets de COV. L'Inspection émet des observations dans les points suivants concernant les rejets d'eau et les rejets de COV.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 2 : Rejet de COV issus de chacune des vernisseuses (flux horaire de COV )

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Rejet de COV issus de chacune des vernisseuses (flux horaire de COV ) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 3-2-2-alinéa 2 et article : 8.2.3;</li></ul> |

Article 3-2-2-alinéa 2 et article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2014:

Le flux horaire de COV ne doit pas dépasser 25 g/h pour l'ensemble des vernisseuses. La mesure du flux horaire de COV issus de chacune des vernisseuses devra être réalisée lors de la première année d'exploitation et dès lors que la composition des vernis sera modifiée. Ces mesures seront à comparer avec les valeurs seuils définies dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

Les mesures d'autosurveillance des COV sur l'extraction de l'atelier de vernissage sont réalisées, à minima, tous les 3 ans.

**Constats :**

Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection le rapport d'une nouvelle campagne de mesures des COV qui devaient être réalisées à minima tous les trois ans, avec :

- la comparaison avec la valeur de 25g/h du flux horaire de COV pour l'ensemble des vernisseuses,
- la comparaison aux résultats avec les valeurs seuils définies dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940,
- l'évolution par rapport aux relevés de 2017.

Pour rappel, en 2022, l'exploitant présentait le rapport de prélèvements effectués le 10 Octobre 2017 sur l'unité de vernissage. Le rapport indiquait les deux résultats suivants:

Entrée V1 (rejet canalisé) : COV = 9,6 g/h

Sortie V2 (rejet canalisé): COV = 16 g/h

Le flux horaire de COV pour l'ensemble des vernisseuses était donc de 25,6 g/h. La valeur limite du flux horaire était dépassée de 0.6 g/h.

L'exploitant informait le service de l'inspection qu'il y avait eu un changement de vernis, mais l'exploitant n'était pas en mesure de confirmer si le changement de vernis avait été réalisé avant la mesure de 2017.

Le 05/12/2023, la société Photoweb présente de nouveaux résultats d'analyses sur le rejet de COV issus de chacune des vernisseuses, accompagné d'un rapport d'analyse.

L'inspection constate que la somme des flux horaire de COV mesurée le 13 juin 2023 est de 41.99 g/h > 25 g/h.

Le constat effectué par Photoweb est le suivant:

- la somme des flux horaire de COV est actuellement supérieure au seuil de l'arrêté qui est de 25 g/h ;
- cette somme est très en deçà des seuils évoqués dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2002
- cette somme est supérieure aux résultats de 2017, sans explication probante.

Les actions en cours ou prévues et déclarées par Photoweb pour se mettre en conformité sur les émissions canalisées de COV, sont les suivantes:

Sollicitation d'une prestation de SOCOTEC pour:

- comprendre l'origine des données ayant permis la définition du seuil de 25 g/h, notamment par une révision des calculs de la DDAE.
- comparer ce seuil de 25 g/h avec les seuils réglementaires de l'arrêté du 02 mai 2002 (la rubrique 2940 2b), en effet les valeurs mesurées restent très en deçà de ces derniers.

Engagement d'une démarche de recherche visant à substituer le vernis actuel voire supprimer son utilisation dans les procédés. Un vernis avec une très faible teneur en COV va être testé tout début janvier 2024.

Enfin, pour garantir le passage sous le seuil de l'arrêté préfectoral, Photoweb a consulté plusieurs sociétés afin de capter les COV à la source (CORAL, MCI et Air Product).

Des actions sont donc en cours ; l'Inspection fait remarquer à l'exploitant que la valeur réglementaire la plus restrictive s'applique (25g/h du flux horaire de COV pour l'ensemble des vernisseuses).

**Observations :**

**Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 janvier 2023 n'est pas levé.**

**Non-conformité n°1 :**

**L'absence de retour à une situation conforme sous un délai de 6 mois fera l'objet d'une proposition d'astreinte journalière d'un montant de 50 euros pour la disposition suivante:**

Rejet de COV issus de chacune des vernisseuses (flux horaire de COV ) - Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 11/01/2023 - **article 1 alinéa 1**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Plan de gestion de solvants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 3-2-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions de rejet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant mettra en place un plan de gestion des solvants lors de la mise en exploitation de son site, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants dans l'installation. Ce plan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection le plan de gestion des solvants complété. .

Pour rappel, en 2022, l'exploitant présentait un tableau sous format informatique, avec un bilan entrée/sortie des solvants sur son installation. Cependant, ce tableau ne permettait pas de vérifier si l'exploitant avait une politique de maîtrise et de réduction de la consommation et des émissions de solvants. Le plan doit permettre d'évaluer les émissions totales (canalisées et diffuses) ou diffuses de COV de façon à vérifier le respect des valeurs limites d'émission. L'exploitant pourra s'appuyer sur le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants réalisé par l'Ineris disponible sur <https://www.ineris.fr/fr> - rubrique « base documentaire ».

Le 05/12/2023, l'exploitant présente deux documents à l'Inspection:

- un plan général présentant la localisation des produits chimiques,
- un plan présentant les flux de produit chimique entrant et sortant avec la liste des matières dangereuses dans la zone entrant et dans la zone sortant.

**Observations :**

**Non-conformité n°2 :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant doit compléter son plan de gestion selon le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants réalisé par l'Ineris disponible sur <a href="https://www.ineris.fr/fr">https://www.ineris.fr/fr</a> , avec notamment des valeurs en kg ou tonne de solvant total (§5.4 du guide) et en détaillant les flux selon les éléments du 5.4 du guide ou en déclarant que si un flux représente un poids faible, inférieur à 1% de la consommation de solvant, est quasiment négligeable (cf§ 8.2 du guide) |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 4 : Quantité autorisée pour la consommation d'eau (nappe et eau de ville)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements et consommation en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quantité autorisée pour la consommation d'eau (nappe et eau de ville) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-1-1 ;</li> </ul> <p>Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-1-1 :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Eau souterraine – Nappe :</p> <p>130 000 m3/an maximum (chauffage et refroidissement des locaux )</p> <p>Réseau public - Eau de ville :</p> <p>1500 m3/an maximum (1100 pour l'usage industriel et 400 pour l'usage sanitaire)</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un <u>suivi métrologique</u> des quantités prélevées ; ce suivi doit être reporté dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concernant la consommation d'eau de ville - réseau public : Proposer un plan d'action de réduction pour la consommation d'eau de ville - réseau public, afin de respecter la valeur de 1500 m3/ an autorisée dans l'arrêté préfectoral.</li> <li>- Concernant l'eau souterraine – Nappe : Proposer un plan d'action pour la réduction du prélèvement d'eau dans la nappe, afin de respecter la valeur de 130 000 m3/ an autorisée dans l'arrêté préfectoral. Mettre à disposition du service de l'inspection le registre de suivi métrologique des quantités prélevées.</li> </ul> <p>Pour rappel, en 2022, l'Inspection constatait que:</p> <p>1 - Consommation d'eau de ville - réseau public :</p> <p>Pour une année entière à cheval sur 2020 et 2021 l'exploitant avait prélevé 4 480 m3 d'eau de ville .Pour les 4 premiers mois sur l'année 2021 l'exploitant avait prélevé au total 1217 m3 d'eau de ville. Lors de l'inspection de 2015, la consommation avoisinait les 2500 m3 par an .Ces valeurs étaient très supérieures à la valeur réglementaire de 1500 m3/an maximum (1100 pour l'usage industriel et 400 pour l'usage sanitaire).L'exploitant n'était pas en mesure de différencier la</p> |

consommation pour les usages sanitaires de l'usage industriel. La valeur de 400 m<sup>3</sup> /an lui semblait faible par rapport à la consommation pour environ 200 ETP sur son site.

## 2 - Eau souterraine – Nappe :

L'exploitant présentait un relevé du compteur de prélèvement de la nappe. Deux lignes étaient visibles correspondant au compteur totalisateur C1 pour le premier puits et compteur totalisateur C2 pour le deuxième puits. L'exploitant avait relevé ces deux compteurs totalisateurs et avait effectué un calcul pour estimer la consommation annuelle depuis son installation (8 ans) , la valeur estimée est de 255 946 m<sup>3</sup>/an.L'exploitant est autorisé à prélever 130 000 m<sup>3</sup>/an maximum (chauffage et refroidissement des locaux ). L'exploitant n'avait pas mis en place de registre qui permet d'avoir un suivi métrologique des quantités prélevées.L'exploitant précisait qu'il allait vérifier cette valeur de consommation qui paraissait excessive.

Inspection du 05/12/2023 :

### 1 - consommation d'eau de ville - réseau public

Le 05/12/2023 l'exploitant présente un plan d'actions de réduction pour la consommation d'eau de ville - réseau public avec en préalable la mise en place de 2 nouveaux compteurs d'eau (pour arriver à un total de 6 compteurs) et réalise un suivi mensuel afin de pouvoir mesurer et identifier les actions prioritaires.

Les constats de Photoweb suite aux premières mesures sont les suivants:

- d'après la projection, la consommation d'eau de ville pour l'année 2024 sera de l'ordre de 2400 m<sup>3</sup>, en-dessous des valeurs annoncées lors de la visite du 22 novembre 2022 et cohérente avec les valeurs relevées lors de l'inspection de 2015, mais au-dessus du seuil de l'arrêté préfectoral;
- le dépassement de ce seuil est majoritairement dû à la consommation "sanitaire"; en effet la projection de consommation industrielle est de l'ordre de 1400 m<sup>3</sup> pour un seuil à 1100m<sup>3</sup> et la projection d'eau sanitaire est de l'ordre de 1000 m<sup>3</sup> pour un seuil à 400 m<sup>3</sup>.
- selon l'exploitant, la technologie dite "argentique" est responsable de 50% de la consommation d'eau de ville.

L'action déterminante de réduction consiste à réduire la part de la technologie argentique dans le procédé.

Le plan d'actions engagé par Photoweb consiste à:

Pour réduire la part de la technologie argentique dans le procédé, Photoweb a engagé un projet de transformation technologique visant à réduire la part argentique de moitié.

Ce projet consiste à développer avec un partenaire français un procédé innovant n'utilisant plus d'eau ni de chimie.

Le partenariat avec ce constructeur de machines a été signé le 04 décembre 2023 et prévoit la livraison d'une première machine en octobre 2024 et une mise sur le marché des produits réalisés avec ce procédé fin 2024/début 2025.

Photoweb déclare que d'ici cette échéance et dans la mesure où ses effectifs présents sur site ont significativement augmenté entre 2012 et 2023, il souhaite voir le seuil de 1100 m<sup>3</sup>/an rehaussé (et la répartition industriel/sanitaire reconsidérée), au moins temporairement le temps que les actions se mettent en place.

### 2- Eau souterraine – Nappe

Le 05/12/2023 l'exploitant présente un plan d'action de réduction du prélèvement d'eau dans la nappe.

Le plan d'actions engagé par Photoweb consiste à:

1/Mise en place des suivis mensuels de débit et des températures (pompage et rejet pour l'installation de géothermie).

Pour le débit de pompage, le référentiel est basé sur les compteurs mécaniques au droit de chacune des pompes de captage.

Les valeurs de débit prises sur l'armoire de la chaufferie sont en effet inopérantes comme suggéré lors de la dernière visite de l'Inspection.

Pour les températures, les sondes ont été vérifiées par le prestataire Eolya et la valeur affichée sur l'armoire est en revanche cohérente.

2/ Dans l'attente des résultats de suivi et de projections de consommation, Photoweb a fait réaliser des interventions pour mettre le système de géothermie dans les conditions optimales de fonctionnement:

- remise en service de la variation de débit sur la pompe n°2 (qui pouvait concourir à une meilleure efficacité de la géothermie).
- le changement de la pompe n°1 qui était hors service (la géothermie ne se faisait que sur une seule pompe).

3/ Réalisation d'un diagnostic EcoFlux co-financé par Bpifrance et déroulement d'un plan de sobriété énergétique (consignes de fonctionnement du chauffage et climatisation fixées à 19°C/26°C, mise en place de rideaux isolants dans la zone des expéditions,...).

Les constats que fait Photoweb à ce jour sont :

- la projection de pompage d'eau pour la géothermie à ce stade est de l'ordre de 210 000 m<sup>3</sup> ;
- la portée des actions ci-dessus ne semble pas évidente ;
- les calculs réalisés dans le cadre de la DDAE (notamment dans le dossier de déclaration de forage, annexe 6) sont à vérifier notamment vis-à-vis des puissances installées des pompes pour la géothermie et des hypothèses prises pour déterminer la consommation de 130 000 m<sup>3</sup>. Ces calculs sont probablement à challenger.

Pour Photoweb, à ce stade, la marche semble trop importante pour espérer que les actions entreprises permettent de converger vers une consommation annuelle conforme au seuil actuel de l'arrêté préfectoral (130 000 m<sup>3</sup>/an). Photoweb prévoit de transmettre un porté à connaissance pour demander un aménagement des prescriptions de l'article : 4-1-1 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2014.

**Observations :**

**Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2023 n'est pas levé.**

**L'inspection sera particulièrement vigilante à ce qu'aucun retard ne soit pris dans la remise du PAC concernant la demande de rehaussement des seuils réglementaires de consommation d'eau de ville et de prélèvement dans la nappe.**

**Non-conformité n°3 :**

Transmettre un porter à connaissance à Monsieur le préfet pour demander un aménagement des prescriptions de l'article : 4-1-1 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2014 avec tous les éléments d'appréciation. Le porter à connaissance devra comporter une justification détaillée des modifications sollicitées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Données relatives au pompage et au rejet dans la nappe**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage de chauffage et de refroidissement des locaux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société SAS PHOTOWEB – 1, rue des platanes - Vence Ecoparc à SAINT-EGREVE est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Données relatives au pompage et au rejet dans la nappe - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-1-2 alinéa 3 ;</li></ul><br>Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-1-2 alinéa 3:<br>L'exploitant est tenu d'enregistrer toutes les données relatives au pompage et au rejet dans la nappe (volume, débit, température de l'eau au pompage et au rejet). L'exploitation de ces données et des dysfonctionnements éventuels feront l'objet d'un rapport annuel tenu à la disposition de l'inspecteur en charge des installations classées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de: <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre en place un enregistrement des données relatives au pompage et au rejet dans la nappe (volume, débit, température de l'eau au pompage et au rejet)</li><li>- mettre en place un rapport annuel tenu à la disposition de l'inspecteur en charge des installations classées qui présente l'exploitation de ces données et des dysfonctionnements éventuels pour les 6 premiers mois de suivi.</li></ul><br>Pour rappel, en 2022 l'exploitant présentait la capture écran de l'automate de relevé du système de prélèvement /rejet de la nappe.<br>L'exploitant n'enregistrait pas toutes les données relatives au pompage et au rejet dans la nappe (volume, débit, température de l'eau au pompage et au rejet). L'exploitation de ces données et des dysfonctionnements éventuels n'étaient pas présentés sous forme d'un rapport annuel tenu à la disposition de l'inspecteur en charge des installations classées.<br><br>Le 05/12/2023 l'exploitant présente les éléments concernant la mise en place des enregistrements . L'exploitant a réalisé des actions sur le système de géothermie (cf. point de contrôle précédent).<br>L'exploitant présente un rapport intitulé "Rapport 2023 consommation d'eau" avec des informations : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur les relevés de prélèvement d'eau de la nappe</li><li>- sur les travaux / maintenance</li></ul> |
| <b>Observations :</b><br><b>L'Inspection constate le respect de l'article n° 1 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 janvier 2023.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 6 : Respect des caractéristiques des effluents rejetés au milieu**

|                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 4 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux usées

**Prescription contrôlée :**

La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes :

- Respect des caractéristiques des effluents rejetés au milieu - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-3-6 ;

Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 4-3-6:

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Température : 30 °C

pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Les effluents doivent être conformes à la convention de rejet prévue au présent article ;

**Constats :**

Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de :

- Mesurer les paramètres notifiés dans l'arrêté GAM , l'arrêté d'autorisation ICPE et l'arrêté du 28/02/22 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (disponible sur [aida.fr](http://aida.fr)) ;
- Proposer le cas échéant un plan d'actions permettant de respecter les valeurs limites de ces arrêtés .

Pour rappel, en 2022, l'exploitant présentait la convention de rejet avec Grenoble Alpes Metropole (GAM) (arrêté n°1AR200133 du 23 octobre 2020 autorisant le rejet d'eaux usées autres que domestiques au réseau d'assainissement public). Cet arrêté prévoit une campagne de mesures deux fois par an sur les eaux usées avec respect de plusieurs paramètres (art.A-1 et B1a.). L'exploitant présentait au service de l'inspection les deux derniers rapports de mesures (le rapport de la campagne de mesures effectuée début novembre 2022 n'était pas encore disponible). L'exploitant n'avait pas établi de comparaison avec l'arrêté de rejet de la GAM ni avec l'arrêté d'autorisation ICPE. Le service de l'inspection constatait que sur les campagnes de décembre 2021 et mai 2022, la valeur de pH était supérieure à 8.5 (valeur de 8.8 pour mai 2022) ; pour décembre 2021, le pH avait été mesuré mais la moyenne n'était pas reportée dans le rapport. La valeur pH mesurée en décembre 2021 était de 8.51. Le service de l'inspection constatait de plus :

- que le paramètre "Couleur" de l'autorisation ICPE n'était pas mesuré,
- que l'arrêté GAM (art.4-A) demandait une mesure sur 24 h du paramètre Argent, mais celui-ci n'était pas mesuré lors des analyses.

Le 05/12/2023 l'exploitant présente le rapport de la dernière campagne réalisée les 8 et 9 juin 2023. Une 2eme campagne a été réalisée en octobre 2023 , les résultats de cette dernière campagne n'ont pas été encore transmis au 5/12/2023 par le laboratoire d'analyse à l'exploitant. L'exploitant déclare que les résultats sont conformes pour la campagne de juin 2023.

L'Inspection constate que les résultats de la campagne de juin 2023 respectent les concentrations maximales de l'arrêté métropolitain du 23/10/2020 , dont les concentrations maximales autorisées sont rappelées ci-après :

| Paramètres physico-chimiques pour les eaux usées    | Concentrations maximales autorisées (en mg/l) |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Matière En Suspension Totale (MEST)                 | 700                                           |
| Demande Chimique en Oxygène (DCO <sub>ND</sub> )    | 750                                           |
| Demande Biologique en Oxygène (DBO <sub>5ND</sub> ) | 500                                           |
| Rapport DCO <sub>ND</sub> /DBO <sub>5ND</sub>       | rapport inférieur à 2,5                       |
| Azote Kjeldahl (NTK)                                | 150                                           |
| Phosphore Total (PT)                                | 25                                            |
| Hydrocarbures totaux (HCT)                          | 10                                            |
| Huiles et Graisses (SEH)                            | 150                                           |

L'Inspection constate (au regard des valeurs de l'arrêté préfectoral du site) que la température des effluents est inférieure à 30 °C, mais que le pH est supérieur à 8,5 (valeur de 8,7).

Le paramètre couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l) n'est toujours pas mesuré. Cependant lors d'une campagne « audit » fin juin 2023 la mesure a été effectuée avec une valeur inférieure à 100 mg Pt/l.

L'Inspection constate que contrairement à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (cf. en particulier l'article 33 (point 13 : « Installations de traitement et de développement de surfaces photosensibles visées à la rubrique n° 2950 »)) les valeurs limites suivantes pour les eaux résiduelles n'ont pas été mesurées:

- argent : 50 mg/m<sup>2</sup> de surface traitée (pour le calcul de la surface traitée, la totalité des surfaces photosensibles est prise en compte) ;
- métaux totaux (à l'exception du fer) : < 15 mg/l ;
- consommation des eaux de lavage : 15 l/m<sup>2</sup> pour tous les traitements, à l'exception du procédé inversible couleur (procédé E 6) (pour le calcul de la surface traitée, la totalité des surfaces photosensibles est prise en compte).

Ce contrôle doit être mis en œuvre annuellement afin de vérifier la conformité des rejets aqueux aux seuls réglementaires précités.

L'exploitant précise que :

- les valeurs métaux totaux et argent ont été mesurés en sortie site lors d'une campagne d'assistance technique (fin juin 2023) réalisée sur une semaine et destinée à corréler les mesures en sorties d'évaporateur sous vide et les rejets en sortie de site ;
- pour la 2eme campagne (octobre 2023), les métaux totaux et argent ont été mesurés en sortie site (le rapport n'est pas disponible au 05/12/2023).

L'Inspection constate que sur la campagne « d'assistance technique » de fin juin 2023 :

- la concentration des métaux totaux (à l'exception du fer) est inférieure à 15 mg/l ;
- la consommation des eaux de lavage est évaluée à 0,35 l/m<sup>2</sup> mais avec l'absence de données sur certaines machines, le contrôle sur cette donnée n'est pas fiable;
- le paramètre argent en mg/m<sup>2</sup> de surface traitée n'a pas été évalué, l'inspection constate que la concentration mesurée est de 0,01 et 0,04 mg/l

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le rapport d'«d'assistance technique » de juin 2023 propose également des pistes d'amélioration du process :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- augmentation de la capacité de stockage de la cuve tampon qui permettrait une gestion plus souple du fonctionnement de l'installation de traitement par évapoconcentration. Dans le cas contraire, un fonctionnement plus régulier de l'évapoconcentrateur est recommandé avec un objectif de niveau de la cuve tampon au plus bas en début de semaine ;</li> <li>- une cuve tampon agitée permettrait de lisser la pollution en entrée de l'évapoconcentrateur et diminuer les variations de qualité des eaux usées brutes stockées dans la cuve pour un meilleur fonctionnement de l'évapoconcentrateur.</li> </ul> <p>L'exploitant souhaite attendre les résultats de la 2eme campagne de mesures (le rapport n'est pas disponible au 05/12/2023) afin de corréliser les résultats de la première campagne, avant de mettre en place des actions.</p> <p>D'autres pistes sont proposées (cf. fiche de constat n°7).</p> <p>Nonobstant, l'exploitant doit respecter les dispositions du point 13 de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 2février 1998 concernant les rejets aqueux.</p> |
| <p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'Inspection constate le respect de l'article n° 1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 janvier 2023.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n°4 :</u></b> Mettre à disposition de l'Inspection le rapport de mesure des effluents rejetés de la deuxième campagne de mesures (automne 2023), et comparer les résultats avec <u>toutes</u> les valeurs limites ou concentrations maximales des arrêtés concernés. Proposer des mesures correctives si les valeurs réglementaires ne sont pas respectées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 7 : Respect des caractéristiques des rejets issu de l'évaporateur sous vide**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 4.3.7</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage développement argentin</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Caractéristiques des rejets en sortie de l'évaporateur sous vide :</p> <p>Débit maxi: 1800 l/jour</p> <p>DCO maxi : 750 mg/l</p> <p>DBO5 maxi : 500 mg/l</p> <p>Rapport DCO/DBO5 : 2,5</p> <p>MEST &lt; 10 mg/l</p> <p>Un contrôle annuel sera réalisé sur ce rejet. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et au gestionnaire du réseau allant à la station d'épuration Aquapôle.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à disposition le résultat d'analyse de la campagne 2022;</li> <li>- Mettre à disposition une comparaison des résultats des campagnes réalisées avec la conformité réglementaire à l'arrêté d'autorisation ICPE .</li> </ul>             |

Pour rappel en 2022 l'exploitant précisait que les analyses *sortie évaporateur* avaient été réalisées début novembre 2022, mais que les résultats n'avaient pas été reçus. Il n'y avait pas eu d'analyses en 2021. La dernière analyse remontait à 2020 lors du contrôle inopiné Eau du 14 au 15 septembre 2020. Après analyse du rapport transmis par le laboratoire, le service de l'inspection avait pris note de la conformité des résultats vis-à-vis des dispositions de l'arrêté préfectoral de 2014 à l'exception de non-conformités sur les paramètres suivants : température (33°C au lieu de 30°C maximum), pH (pH minimal de 4,9 au lieu de 5,5) et rapport DCO/DBO (4,3 au lieu de 2,5 maximum). L'exploitant indiquait par courriel en date du 17/11/2020 que l'analyse annuelle avait été effectuée en octobre 2020, cette fois-ci des dépassements sur les paramètres DBO5, DCO et l'azote étaient constatés. L'exploitant en date du 17/11/2020 indiquait que les données ainsi que le rapport DCO/DBO un peu élevé étaient certainement dus au changement de leur évapo-concentrateur lors de l'été 2020. Le rodage sur ces premiers mois et l'appropriation de ce nouvel équipement par leurs équipes devaient certainement être les causes de ces légers dépassements. L'exploitant précisait qu'il allait réaliser une analyse contradictoire. Le service de l'inspection n'avait pas reçu ce résultat.

Le 05/12/2023, l'exploitant présente un rapport d'assistance technique concernant les rejets issus de l'évaporateur sous vide sur lesquels des mesures ont été effectuées sur 3 journées : du lundi 26/06/2023 au jeudi 29/06/2023 .

L'exploitant déclare respecter les VLE à l'exception du rapport DCO/DBO qui est au-dessus du seuil attestant d'une moindre dégradabilité.

L'Inspection constate que sur cette campagne de mesure le rapport DCO/DBO5 est égale à 3.07 pour une journée et 4.67 pour une deuxième journée. .

La prescription à l'article 4.3.7 de l'arrêté de 2014 pour le rapport DCO/DBO5 est de 2.5.

Par ailleurs, le rapport d'assistance relève que les fortes concentrations en Azote total Kjeldahl ( NTK) dans les eaux usées industrielles générées par les rinçages des machines (une analyse a été effectuée par le bureau d'étude au niveau des cuves de stockage avant le rejet eaux usées) est sans doute lié à un déversement d'eaux usées fortement azotées (nettoyages de matériels pour un équipement), qui selon l'exploitant pourrait avoir une influence sur le rapport DCO/DBO5 en sortie de l'évapoconcentrateur.

Le bureau d'étude propose de stocker ces eaux de nettoyage dans une cuve ; seul le surnageant serait envoyé vers la cuve de stockage tampon avant traitement par évapoconcentration. La colle décantée pourrait être soit évacuée en filière de traitement adaptée, soit réutilisée dans le process du collage, sous réserve d'une qualité suffisante pour le recyclage.

#### **Observations :**

##### **Non-conformité n°5 :**

**Mettre en place les actions proposées afin de respecter la valeur du rapport DCO/DBO5= 2.5 pour les rejets issus de l'évaporateur sous vide. Mettre à disposition de l'Inspection les derniers résultats d'analyses**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Plan et état des stocks de produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 71.2

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours..                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection un plan général du site faisant apparaître les différents stockages de produits dangereux.<br>Pour rappel en 2022, l'exploitant présentait un registre sous format informatique indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. L'exploitant ne présentait pas le plan général du site faisant apparaître les différents stockages de produits dangereux.<br><br>Le 05/12/2023 , l'exploitant présente un plan général du site faisant apparaître les différents stockages de produits dangereux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 9 : Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-2-1 ;</li> </ul><br>Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-2-1:<br>La zone de vernissage est isolée par des murs, portes et plancher haut coupe-feu 1 heure des autres locaux.<br>Le local de stockage des vernis et l'atelier de développement argentique sont isolés par des murs, portes et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures.<br>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des murs et portes .<br>Pour rappel en 2022 l'exploitant déclarait que la zone de vernissage était isolée par des murs, portes et plancher haut coupe-feu 1 heure des autres locaux. Le local de stockage des vernis et l'atelier de développement argentique sont isolés par des murs, portes et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>L'exploitant présente à l'Inspection le 05/12/2023 les justificatifs attestant des propriétés de |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>résistance au feu des murs et portes.</p> <p>Il apparaît que les portes automatiques de l'atelier de développement argentique ne sont pas CF 2 heures mais CF 1 heure.</p> <p>La construction du bâtiment a été exécutée selon les exigences de la rubrique 2950-2a à laquelle l'exploitant était soumis par défaut (à savoir des portes CF 1 heure seulement) avant la signature de l'arrêté préfectoral définitif.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a demandé un devis dans le but de transformer les portes automatiques en CF 2 heures sur le premier semestre 2024.</p> |
| <p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'Inspection constate le respect partiel de l'article n° 1 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 janvier 2023.</b></p> <p><b><u>Non-conformité n°6 :</u></b></p> <p>Mettre en conformité et tenir à disposition de l'Inspection les justificatifs des propriétés de résistance au feu des portes du local de stockage des vernis et de l'atelier de développement argentique de degré 2 heures.</p>                                                                                                                       |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 10 : Contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 7.3.1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection le rapport de levé des non-conformités et de mettre en place un tableau de suivi de la mise en conformité de tous les points soulevés par les rapports de contrôle.</p> <p>Pour rappel, en 2022 , l'exploitant présentait le dernier rapport de contrôle périodique des installations électriques daté du 24/06/2022 avec le Q18. Celui-ci indiquait que l'installation électrique pouvait entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion</p> <p>Le 05/12/2023, l'exploitant présente à l'Inspection le certificat Q18 du 05/07/2023 qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 11 : Débits des poteaux incendie

|                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 6</p>                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter</p> |

de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes :

- Débits des poteaux incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-2-5 ;

Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-2-5 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- de quatre poteaux d'incendie qui assureront un débit horaire minimal de 390 m<sup>3</sup>/h. Ce débit sera disponible sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux d'incendie nécessaires et hors besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique,...) avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par prise d'eau.

**Constats :**

Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de démontrer que le débit horaire minimal de 390 m<sup>3</sup>/h pour les besoins en eau de lutte contre l'incendie était respecté.

Pour rappel, en 2022 , l'exploitant présentait le rapport de vérification du 09/09/2022 de débit du poteau incendie numéroté 6 , situé devant le bâtiment à l'intérieur du périmètre ICPE. Le débit était de 61 m<sup>3</sup>/h à 3 bars. L'exploitant ne présentait pas les autres rapports de vérification des débits des poteaux incendie situés à proximité. L'exploitant n'était pas en mesure de démontrer que le débit horaire minimal de 390 m<sup>3</sup>/h était respecté.

Le 05/12/2023, l'exploitant présente les informations suivantes:

- le débit horaire est assuré par quatre poteaux incendie ;
- trois poteaux sont de la responsabilité de la Metro (même si l'un d'entre eux est situé sur la parcelle de Photoweb) et un poteau de la responsabilité de Photoweb (poteau incendie n°6 situé sur le parking).

Photoweb présente les éléments suivants:

- le débit total théorique est de 391m<sup>3</sup>/h (capture d'écran de la base de données du SDIS 38 fournie par la Metro).

- Suite aux constatations réalisées par la Metro, il s'avère que le poteau n°6 situé sur le parking de Photoweb est bridé et pourrait délivrer un débit supérieur, une marge est donc encore possible.

L'exploitant précise que le contrôle réalisé par la METRO n'a pas été fait en fonctionnement simultané des poteaux d'incendie, car pour l'exploitant du réseau ce contrôle n'est pas réalisable sans entraîner des problèmes d'approvisionnement.

**Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 janvier 2023 n'est pas levé.**

**L'absence de retour à une situation conforme sous un délai de 6 mois fera l'objet d'une proposition d'astreinte journalière d'un montant de 50 euros pour la disposition suivante:**

débit horaire minimal de 390 m3/h. Ce débit sera disponible sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux d'incendie nécessaires et hors besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique,...) avec un minimum de 60 m3/h par prise d'eau.- article 1 alinéa 6

- Mettre à disposition de l'Inspection les fiches contrôles de chaque poteau incendie avec la mention de la pression dynamique.
- Mettre à disposition de l'Inspection les fiches contrôles des débits, a minima à partir de 2 poteaux incendie en simultanés situés sur une même branche avec la mention de la pression dynamique.

**Type de suites proposées : Avec suites**

### Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais : 6 mois**

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 7-2-5 alinéa 6 et 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un système de détection automatique de fumées sur l'ensemble du bâtiment, relié à un report d'alarme permettant de prévenir les collaborateurs de Photoweb 24h/24 ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de compléter le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours affiché à l'entrée du bâtiment et les autres situés dans le bâtiment avec la description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 .<br>Pour rappel , en 2022 Le service de l'inspection constatait que le système de détection automatique de fumées sur l'ensemble du bâtiment, relié à un report d'alarme permettant de prévenir les collaborateurs de Photoweb 24h/24 est présent à l'entrée du bâtiment. Le service de l'inspection constatait que le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours était affiché à l'entrée du bâtiment. Mais il ne mentionnait pas la description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 .<br><br>L'Inspection constate le 05/12/2023 que le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours affiché à l'entrée du bâtiment et les autres situés dans le bâtiment mentionne la description des dangers pour chaque local |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 13 : Rétention et confinement lors d'un sinistre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 7.4.1.III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.<br>Ce confinement est réalisé au niveau de l'atelier de développement argentique, le volume dédié est de 170 m3.<br>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées après analyse.<br>Il est interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte, ainsi que celles destinées à la circulation des engins et des personnels des équipes de secours.<br>Les quais de chargement et de déchargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. Dans ce cas, la hauteur maximale d'eau ne devra pas excéder 20 cm afin d'assurer la sécurité des intervenants.<br>La mise en œuvre de la rétention est de la responsabilité de l'exploitant dès qu'il fait appel aux secours publics. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de mettre à disposition le calcul et le résultat concernant la rétention réalisée au niveau de l'atelier de développement argentique, dont le volume dédié est de 170 m3.</p> <p>Pour rappel, en 2022 Le service de l'inspection constatait qu'au niveau de l'atelier de développement argentique une rétention sous dalle est présente.</p> <p>Le 05/12/2023, l'exploitant présente un plan avec une vue de dessus, une coupe du bassin de rétention. Le calcul du volume de cette rétention est effectué et est de 178 m3.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 14 : Consigne de dépotage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1 alinéa 7</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récupération déchets liquides (activité de développement argentique)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS PHOTOWEB est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consigne de dépotage - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-5-4 .</li> </ul> <p>Arrêté Préfectoral du 17/03/2014 article : 7-5-4 :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2023-01-02 du 11 janvier 2023 demandait à l'exploitant de mettre en place un système d'étiquetage des bouches et des consignes de sécurité qui seront affichées au poste de dépotage.</p> <p>Pour rappel en 2022, l'exploitant déclarait que la récupération des déchets liquides liés à l'activité de développement argentique se faisait par pompage au niveau d'une zone de dépotage bétonnée. Selon l'exploitant, le prestataire extérieur est a priori toujours le même (même salarié) et connaît les installations, mais le non-étiquetage des bouches de dépotage est problématique en cas de remplacement du salarié habitué au dépotage. De même, aucune consigne de sécurité n'est affichée. Le risque d'épandage de déchets liquides lors de l'opération de pompage ne peut pourtant pas être écarté au niveau de cette zone. Ceci est d'autant plus critique qu'un regard présent au milieu de la zone de dépotage serait directement relié au réseau d'eaux pluviales selon l'exploitant.</p> <p>Le 05/12/2023, l'Inspection constate que la consigne de dépotage est affichée et que l'étiquetage des bouches de dépotage est en place.</p> <p>Cette consigne prévoit une mesure concernant le risque de pollution du réseau d'eaux pluviales en cas d'épandage de déchets liquides, la mesure consiste à fermer la grille d'eau pluviale (trappe à fermer avec une tige disponible au niveau de l'aire de dépotage).</p> |
| <p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'Inspection constate le respect de l'article n° 1 alinéa 7 de l'arrêté préfectoral de mise en</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                       |
|---------------------------------------|
| demeure du 11 janvier 2023.           |
| Type de suites proposées : Sans suite |

**N° 15 : Auto surveillance des niveaux sonores**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2014, article 8.2.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué en limite de propriété et en ZER, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2022 référencé 2022-Is079T5 ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandait à l'exploitant de mettre à disposition du service de l'inspection le rapport de mesure de la situation acoustique.</p> <p>Pour rappel, en 2022 L'exploitant ne présentait pas de rapport de mesure de bruits. Cependant, il présente un devis signé (devis en date du 05/09/2022).</p> <p>L'exploitant présente le 05/12/2023 à l'Inspection le rapport de mesures du 19/01/2023, qui conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux points mesurés, les niveaux sonores mesurés de jour comme de nuit sont conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site ;</li> <li>- en Zone à Émergence Réglementée, au niveau de la ZER située au nord-ouest du site, l'émergence sonore mesurée est conforme à l'émergence réglementaire ;</li> <li>- le site respecte les prescriptions réglementaires en termes d'émissions sonores dans l'environnement. Le site est inaudible car n'émet très peu de bruit et est masqué par le trafic routier sur l'autoroute A48.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |